

**U.P.D**



**ZIGAMIBANGA**



**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 73 /UPD /2010 RELATIF AU PROCESSUS ELECTORAL EN COURS.**

Dans le souci d'appuyer la démocratie au Burundi ; au regard de la situation politique actuelle au moment où nous sommes déjà dans le processus électoral ; le Parti UPD-Zigamibanga voudrait sortir de sa réserve pour dénoncer les exactions proférées par le parti au pouvoir via les administratifs à la base à l'endroit des membres des partis politiques de l'opposition en vue de torpiller leur droit d'élire, pourtant garanti par la Constitution.

En effet, quelques difficultés caractérisent le processus électoral en cours :

1. L'octroi de la Carte Nationale d'Identité à la population burundaise en âge de voter a été caractérisé par plusieurs manquements, ce qui montre que les élections ne seront pas démocratiques. D'après des sources contactées sur terrain et à travers tout le pays, les administratifs à la base livrent les cartes d'identité aux seuls membres du Parti au pouvoir en vue d'écartier les partis politiques de l'opposition dans la compétition électorale. A ce sujet, la CENI a déclaré que l'octroi de ces cartes d'identités relève du Gouvernement seulement alors que c'est un outil de base durant tout le processus électoral et que les erreurs dans sa délivrance peuvent entacher les résultats escomptés.
2. La Commission Electorale Nationale Indépendante a exigé aux partis politiques de présenter deux mandataires par bureau d'inscription. Néanmoins, le constat a été amer car, le nombre de mandataires représentant le Parti au pouvoir a été multiplié des fois par cinq ou plus à certains bureaux d'inscription tandis que le parti UPD-Zigamibanga s'est vu refusé d'accréditer ses mandataires dans certaines provinces du pays sans motif valable.
3. Une autre forme de tricherie s'observe dans beaucoup de centres d'inscriptions avec comme auteurs, les agents de la CENI membres du parti CNDD-FDD. Ces derniers enregistrent sciemment sur les fiches d'inscription des noms qui ne coïncident pas avec ceux qu'ils mettent sur les récépissés donnant droit à la carte d'électeur.
4. Le début des opérations électorales proprement dites a été caractérisé par un tâtonnement avec comme conséquences des chevauchements que la commission électorale Nationale indépendante juge légers.
5. Les jeunes affiliés au parti au pouvoir provoquent des confrontations liées à l'intolérance politique notamment au moment où les partis politiques de l'opposition veulent se réunir ou du moins ouvrir leurs permanences. Ceci s'est observé ce dimanche le 24 janvier 2010 à Kirundo en commune Busoni où un député répondant au nom de NZIGAMASABO J. Baptiste alias Gihaha a empêché l'ouverture d'une permanence du Parti FNL à Kabanga. Le même jour, dans la province

de Karusi en commune Nyabikere, lorsque les membres du Parti UPD-Zigamibanga voulaient ouvrir leur permanence communale, une foule d'IMBONERAKURE armés de grenades s'est introduite sur les lieux et a empêché cette activité.

6. Le service Nationale des Renseignements s'est donné une mission de confisquer tous les véhicules importés par des particuliers réputés membres du parti UPD-Zigamibanga comme s'il existerait une loi interdisant aux membres de ce Parti d'acheter des véhicules.

Pour tous ces faits qui précèdent, le Parti UPD-Zigamibanga demande ce qui suit :

· **A la Commission Electorale Nationale Indépendante**

De suspendre momentanément les activités en cours en vue d'amorcer un débat inclusif où les responsabilités seront partagées entre tous les partenaires politiques. Ainsi, un recentrage dans un cadre multipartite (la CENI, le gouvernement, les partis politiques, la société civile et la communauté internationale) constituera la réussite de sa noble mission. Elle devrait aussi savoir que l'octroi de la carte nationale d'identité est une question qui la concerne car faisant partie des instruments du processus électoral. Elle devrait aussi infliger des sanctions à l'endroit des agents recenseurs qui enregistrent de fausses identités lors de l'inscription au rôle des électeurs.

· **Au Gouvernement**

Le Président de la République du Burundi ne cesse de déclarer que les élections seront apaisées, libres, transparentes et démocratiques. Nonobstant ses déclarations, nous constatons que la parole et l'acte divergent énormément sur terrain. Un rappel à l'ordre devrait suivre afin d'éviter le double langage qui a caractérisé les politiciens burundais ces derniers temps. Le Ministre de l'intérieur devrait sensibiliser les administratifs à la base pour qu'ils sortent de la mêlée et considèrent tous les partis politiques au même pied d'égalité.

Le Service National des Renseignements devrait cesser de s'ingérer dans les affaires des partis politiques qui ne le concernent nullement.

En conclusion, le Parti UPD-Zigamibanga voudrait remercier la communauté internationale en général pour son attachement envers le Burundi. En particulier, il remercie l'ONU pour avoir prolongé le mandat du BINUB en vue d'accompagner tout le processus électoral jusqu'à terme.

Fait à Bujumbura, le 26 janvier 2010

Pour le Parti UPD-Zigamibanga  
**Chauvineau MUGWENZEZO**  
Porte-Parole